

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

**PARTIE TECHNIQUE**  
Marine nationale

**CIRCULAIRE N° 4/EMM/MAT**

relative à l'emploi des matériaux en plastiques de décoration et d'ameublement à bord des bâtiments de surface et des sous-marins.

*Du 22 janvier 1976*

TITRE B : *sécurité classique et défense NRBC ; intéresse Titres A, O et Q.*

ÉTAT-MAJOR DE LA MARINE : *division matériel.*

**CIRCULAIRE N° 4/EMM/MAT relative à l'emploi des matériaux en plastiques de décoration et d'ameublement à bord des bâtiments de surface et des sous-marins.**

*Du 22 janvier 1976*

---

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 913-32.*

*Référence de publication : BOT, 1976, p. 29.*

---

## 1. GÉNÉRALITÉS.

1.1. L'emploi de plus en plus courant de matériaux organiques nouveaux (matières plastiques, élastomères, textiles synthétiques, peintures, adhésifs) pose en matière de sécurité des problèmes d'inflammabilité, de toxicité des gaz et des fumées de pyrolyse et de combustion ; les risques d'incendie sont généralement accrus et les moyens pour les combattre nécessitent le recours à des procédés et à des appareils de protection nouveaux.

Il est prévu qu'un guide ou une instruction <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup> réglemente l'emploi général de ces matériaux à bord des bâtiments de surface et des sous-marins. En attendant, il convient de leur appliquer certaines restrictions d'utilisation en vue d'éliminer ou de réduire les risques incendie les plus caractéristiques que présente un grand nombre d'entre eux.

1.2. Les dispositions de la présente circulaire ne s'appliquent qu'aux spécifications relatives à l'ameublement et à la décoration des locaux d'habitation dont le confort et l'amélioration d'ambiance sont en grande partie réalisés à partir des matériaux visés ci-dessus. Les limitations d'emploi font l'objet des paragraphes ci-après.

## 2. PEINTURES.

Une instruction technique <sup>(3)</sup> précise et réglemente l'emploi des peintures utilisées dans la marine.

Pour la décoration des locaux, et compte tenu de la latitude laissée dans le choix des coloris, les peintures approvisionnées ou confectionnées par la direction techniques des constructions navales sont les seuls réglementaires.

Au cas où d'autres peintures seraient approvisionnées dans le commerce, en quantités limitées et pour un usage particulier, elles doivent appartenir à la même famille chimique que la gamme des peintures réglementaires (en général, alkyde ou glycérophthalique pour les peintures d'intérieur) et présenter les mêmes qualités de non propagation au feu (RFP) <sup>(4)</sup>. Les peintures polyuréthanes sont interdites en raison des risques de toxicité en cas d'incendie.

Les peintures décoratives ne doivent pas être utilisées à d'autres usages que ceux prévus par instruction technique n° 4388, notamment pour les revêtements de ponts.

## 3. MOQUETTES.

Deux types de moquettes sont utilisés à bord des bâtiments <sup>(5)</sup> :

- les moquettes fixes, généralement collées, du ressort de la DTCN ;

- les moquettes amovibles, du ressort de la DCCM.

Les règles suivantes seront désormais suivies en matière de délivrance et de pose.

### **3.1. Bâtiments en construction ou en achèvement.**

Des moquettes seront posées dans les locaux limitativement désignés ci-dessous :

- appartements de l'amiral sur les bâtiments amiraux ;
- appartements du commandant jusqu'au grade de capitaine de corvette inclus, et pour les bâtiments d'un déplacement (DME) supérieur à 1 000 t ;
- carré et avant-carré des officiers supérieurs.

Ces moquettes seront fixes.

### **3.2. Bâtiments en service.**

La liste des locaux bénéficiaires de moquettes énumérés ci-dessus est également valable pour les bâtiments en service.

Les moquettes en place dans les locaux non prévus seront conservées mais ne seront pas remplacées.

L'achat de moquette dans le commerce, et *a fortiori* leur pose, ne sont pas autorisés.

Les locaux prévus au § 3.1 et non encore équipés ne le seront qu'à l'occasion de la refonte des bâtiments.

Les moquettes seront amovibles s'il existe déjà un premier revêtement de sol, et fixes dans le cas contraire.

### **3.3. Composition chimique et réaction des moquettes au feu.**

Les moquettes utilisées doivent appartenir aux familles ci-dessous :

- laine ;
- polyamides (nylons, rilsan) 100 % ou mélangées de polyester ou de polypropylène ;
- polyamides aromatiques ou polyamides-imides.

Les moquettes en fibres acryliques (polyacrylonitrile) sont interdites en raison du danger toxicologique qu'elles présentent en cas d'incendie (acide cyanhydrique).

Les moquettes d'appellation « fibres synthétiques mélangées », sans autre précision, ne doivent pas non plus être utilisées.

Le support ne doit pas être en fibres acryliques et la sous-couche ne doit pas être en mousse de polyuréthane.

Toutes les moquettes fixes ou amovibles doivent être classées au minimum M 3 (6) (moyennement inflammable) (7).

## **4. CARRELAGES ET DALLES PLASTIQUES, LES, TAPIS EN CHLORURE DE POLYVINYLE.**

Jusqu'à parution de l'instruction détaillée (ou du guide) relative à l'utilisation à bord des matières plastiques, l'emploi de ces matériaux continuera à être effectué selon les errements actuels.

## 5. REVÊTEMENTS MURAUX.

Les matériaux autorisés pour les revêtements décoratifs muraux sont :

- le chlorure de polyvinyle (PVC) rigide ;
- le tissu enduit PVC ou en PVC cellulaire souple ;
- les stratifiés décoratifs kraft, genre Formica ou Polyrey, classés au maximum M 1 (non inflammables) (7).

Comme pour les éléments faisant l'objet du § 4, les teneurs en chlore tolérables pour un volume d'air donné seront ultérieurement précisées.

L'emploi de revêtements en polyacrylonitrile est interdit.

## 6. OBJET D'AMEUBLEMENT.

### 6.1. Rideaux et tentures.

Les fibres acryliques (polyacrylonitrile) sont prosrites. Les textiles utilisés sont au minimum de la classe M 2 en ce qui concerne leur inflammabilité. Ils peuvent être en fibres naturelles ignifugées ou en fibres synthétique telles que polyamides linéaires (nylons) ou aromatiques, chlorofibres, polyesters ignifugés, avec addition éventuelle de fibre de verre.

### 6.2. Literie et mobilier.

Les matelas sont en mousse de polyuréthane intrinsèquement « auto-extinguible » (8) (additionnée ou non d'ignifugeant, dans les conditions de l'essai ASTM 1 692-68, ou classé au minimum M 2 selon l'arrêté du 4 juin 1973 du ministère de l'intérieur).

Ils sont recouverts d'un tissu en polyamide aromatique (ou en polyamide-imide, genre Kermel ou Nomex).

Les rembourrages de mobilier en mousse de polyuréthane « auto-extinguible » sont recouverts :

- soit d'un tissu de même matière que ci-dessus ou en chlorofibres ;
- soit d'un tissu enduit PVC.

Les ouvertures ne devront pas être en textile acrylique.

### 6.3. Housses, couvre-lits, etc.

Ces draperies sont constituées par un matériau tissé ou non, classé au minimum M 2. Les teneurs en chlore ou en azote tolérables en fonction du volume d'air seront précisées ultérieurement. Les textiles acryliques sont interdits.

### 6.4. Paniers à papiers.

Les paniers à papiers sont métalliques et ne comportent pas de claires-voies.

## 7. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUS-MARINS.

Les dispositions précédentes s'appliquent aux bâtiments de surface et aux sous-marins. Cependant, pour les seconds, les risques d'incendie étant réduits par l'observation de règles particulières à ces unités (interdiction de fumer et d'utiliser des feux nus à l'intérieur de la coque épaisse), les matériaux de décoration et

d'ameublement doivent être choisis en priorité parmi ceux dégageant le minimum de gaz toxiques ou corrosifs par échauffement ou début de pyrolyse.

Le critère de la résistance à la propagation du feu n'intervient qu'en second lieu.

## 8. CONTRÔLES DE L'EMPLOI DES MATIÈRES PLASTIQUES À BORD DES BÂTIMENTS.

Les commandants organiques sont chargés de l'application de cette circulaire. Ils vérifieront, en particulier à l'occasion des inspections générales, que les revêtements et l'ameublement sont conformes aux prescriptions énoncées ci-dessus.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le contre-amiral,  
sous-chef d'état-major « matériel »,*

COCHET.

---

(1) Note n° 101/EMM/MAT/FC du 28 mai 1974 (n.i. BO).

(2) Note n° 450 794/STCAN du 2 août 1974 (n.i. BO).

(3) Instruction technique n° 4388 (édition 1968), notifiée par la circulaire n° 352 012/STCAN du 18 décembre 1968 (BOT, 1969, p. 15) modifiée.

(4) Retard à la propagation de la flamme.

(5) Circulaire n° 1/DEF/CMa 3 du 5 janvier 1976 (BOC, p. 24 ; BOEM 511-0).

(6) La classification M 3 est admise à titre temporaire en attendant que les approvisionnements sur le marché, notamment dans le choix des coloris, permettent de retenir la catégorie M 2, plus sévère.

(7) Classification de l'arrêté du 4 juin 1973 du ministère de l'intérieur (n.i. BO).

(8) Ce terme n'est pas admis par la réglementation française, mais découle de la norme ASTM à laquelle il est fait référence.